

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

... une brusque réduction du taux de croissance de la masse monétaire ... mettrait rapidement fin à l'inflation. L'ennui avec ce genre de remède tient à la dose à administrer, laquelle serait si forte que le patient souffrirait excessivement pendant le traitement. Il y aurait une diminution abrupte de la croissance des dépenses au chapitre des biens et services ... un affaiblissement extrême des marchés, de nombreuses faillites et un gonflement de chômage.

Ce sont justement les effets qu'a eus le programme. Les problèmes auxquels nous devons aujourd'hui faire face sont en partie attribuables à la politique planifiée par le gouvernement. Ils n'ont rien d'accidentels. Le Gouverneur de la Banque du Canada nous avait bien prévenus en 1975 des résultats de cette politique. Il avait dit que les faillites se multiplieraient, que le chômage s'aggraverait, que les marchés faibliraient et que les Canadiens souffriraient énormément de la situation.

Grâce à sa politique monétariste, le gouvernement a parfaitement réussi à étouffer toute vie économique au Canada. Le projet qu'il avait nourri a été couronné de succès. Si l'économie canadienne tourne au ralenti, c'est aux politiques du gouvernement actuel et aux récentes décisions du gouverneur de la Banque du Canada, M. Bouey, que nous le devons. Le taux de base s'élève à 17½ p. 100. Jeudi prochain, nous jouerons encore les taux d'intérêt à pile ou face, et il faut s'attendre à ce qu'ils augmentent encore. Les propriétaires qui devront renouveler leur hypothèque le feront probablement à un taux voisin de 20 p. 100 ou plus.

La misère qui s'abat sur le pays tout entier à cause du niveau élevé des taux d'intérêt n'est pas loin de prendre les dimensions d'un désastre national. Il y a deux ans et demi, nous, du Nouveau parti démocratique, prédisions cette situation dans ses moindres détails. Nous avons affirmé que la politique du gouvernement plongerait le pays dans le désespoir, qu'elle porterait un coup fatal à l'économie. Aujourd'hui, nous sommes troublés par la précision de ces projections.

Je voudrais vous lire les commentaires de deux autorités canadiennes du monde des affaires et des finances à propos de la politique des taux d'intérêt élevés. Le directeur exécutif de la Banque de Montréal, M. William Mulholland, a déclaré:

La hausse des taux d'intérêt risque d'asséner un rude coup à l'industrie; il est donc normal qu'elle s'inquiète fortement de leur maintien à des niveaux élevés pendant une période prolongée. Pour ma part, je crois que les effets cumulatifs d'une telle politique sont beaucoup plus graves qu'on ne le perçoit généralement.

M. William Mackness, de la firme Pitfield, MacKay et Ross, indique de son côté:

... la situation continue de se détériorer. Il est indispensable de faire baisser les taux d'intérêt, de relancer la croissance économique et d'augmenter considérablement le financement par actions.

Le directeur exécutif de la gigantesque firme MacMillan Bloedel Corporation, M. Calvert Knudsen, s'est montré plus catégorique en déclarant que le gouvernement fédéral devait maintenant intervenir directement afin de prévenir l'effondrement de l'économie canadienne.

Il y a quelques jours, des représentants des sociétés de fiducie du Canada ont témoigné devant le comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques. Ils ont laissé entendre que si le gouvernement ne modifiait pas sensiblement sans tarder ses politiques monétaire et budgétaire, l'économie du plus riche pays du monde s'effondrerait avant six mois.

La politique des taux d'intérêt élevés que persiste à pratiquer le gouvernement avec l'appui, je le soupçonne, de mes collègues à ma droite, sonnera le glas de l'économie nationale, à moins qu'on en change très rapidement. Le Canada et les États-Unis sont les chefs de file dans une certaine catégorie

chez les pays industrialisés de l'Occident. Ce sont les deux seuls pays à connaître une croissance négative du PNB qui restera négative au cours des prochains mois. Les autres pays industrialisés ont pris des mesures indépendamment des États-Unis, car ils ne sauraient permettre l'affaiblissement de leur PNB. En conséquence, leur économie a connu une relance, ce qui n'a été le cas ni aux États-Unis, ni au Canada.

Pour ce qui des mises en chantier, sur une base annuelle désaisonnalisée, ou a commencé à construire au Canada. Si cet état de choses persiste, ce qui me paraît vraisemblable, ce sera la pire des années depuis 1966 pour le secteur du logement. Nous aurons 100,000 unités de moins en 1982 pour répondre à la demande de logements au Canada.

Que se passe-t-il dans le monde des affaires? Ses membres regardent le gouvernement assemblé de l'autre côté, hochant la tête d'incrédulité devant les politiques financière, monétaire et budgétaire qu'il a adoptées. Il est tout à fait clair, même pour un aveugle, que le climat du monde des affaires au Canada n'a jamais été pire.

Laissez-moi vous citer quelques chiffres. Le rapport publié il y a une quinzaine par Dunn and Bradstreet révélait qu'en 1981, 151 sur 10,000 entreprises ont fait faillite au Canada. En 1932, au début de la crise, la proportion était de 161 sur 10,000. Autrement dit, nous sommes rendus presque au même point sur le plan des faillites. Nous reconnaissons tous que les États-Unis traversent eux aussi une période de graves difficultés économiques. Le nombre des faillites à l'heure actuelle y est non pas de 151, mais de 62 sur 10,000 entreprises. C'est dire que les entreprises américaines sont relativement moins éprouvées que le monde des affaires au Canada.

Le nombre des faillites jusqu'ici en 1982 atteint 4,429, ce qui représente une augmentation de 36 p. 100 par rapport à l'an dernier. Celui des faillites personnelles au cours des cinq premiers mois de l'année est de 11,426, soit 18 p. 100 de plus qu'en 1981. Les faillites agricoles sont encore plus nombreuses, en fait, 60 p. 100 de plus que l'an dernier.

Les faillites ou les difficultés qu'éprouvent les entreprises ne sont que la pointe de l'iceberg. Il s'agit seulement des entreprises qui ont déclaré faillite. D'innombrables autres ont tout simplement fermé leurs portes, leurs propriétaires les ayant abandonnées, dégoûtés, leurs espoirs et leurs rêves anéantis à cause du marasme actuel.

● (1640)

Nous avons discuté plus tôt de notre rendement en matière d'exportation. C'est un domaine dont le gouvernement doit s'occuper davantage. Durant la dernière décennie, soit entre 1973 et 1982, et j'utilise, monsieur l'Orateur, des chiffres tirés des renseignements fournis par le FMI, déduction faite du taux d'inflation, les exportations au Canada se sont accrues en moyenne de 3.4 p. 100 l'an.

Le Canada est l'un des principaux pays commerciaux du monde. Notre économie est tributaire de nos exportations. De fait, 25 p. 100 de notre production est exportée en comparaison de 8 p. 100 aux États-Unis et d'environ 12.5 p. 100 au Japon. Toutefois, tandis que nos exportations augmentaient en moyenne de 3.4 p. 100 durant la dernière décennie, la moyenne globale des pays occidentaux industrialisés était sensiblement plus élevée, soit de 5.3 p. 100. Au Royaume-Uni, elle était de 4.5 p. 100, aux États-Unis, de 5.3 p. 100; en Allemagne, de 5.8